

Gestion En finance et comptabilité, humaines ou le juridique, les facs

On les appelle parfois, avec une petite moue, les «fonctions support». Finance, comptabilité, RH ou juridique, les métiers administratifs n'ont certes pas le glamour du marketing ni le prestige de la R & D. Mais ils sont indispensables à la bonne marche d'une entreprise et présentent l'avantage notable de procurer des postes à foison, de la PME jusqu'aux groupes du CAC 40. L'an dernier, 25 000 embauches ont ainsi été comptabilisées par l'Apec dans le secteur. L'autre intérêt, c'est que l'on peut y réaliser de belles carrières sans être passé par les grandes écoles. Comme notre

sélection le prouve, les masters universitaires dominent en effet parmi les meilleures formations recommandées par les professionnels eux-mêmes.

Voyez le cas de la finance. La filière comprend aussi bien les métiers du contrôle de gestion et de l'audit interne que la comptabilité ou encore la trésorerie. Naturellement, les écoles de commerce constituent un vivier de choix pour les recruteurs. Toutefois, les jeunes diplômés des meilleurs établissements snobent souvent les directions financières en début de carrière. Ils leur préfèrent les cabinets d'audit ou d'expertise-comptable (KPMG, Deloitte, Ernst & Young...), puis usent de cette expérience

quelques années plus tard pour rejoindre les entreprises à des postes élevés. Du coup, un boulevard s'offre aux universitaires dans les groupes les plus prestigieux. Par exemple, 80% des jeunes diplômés du master contrôle de gestion de Paris-Dauphine (le meilleur en France) débute dans des sociétés comme L'Oréal, LVMH, Essilor ou Valeo.

Dans les facs, les employeurs apprécient, en outre, certains cursus pointus, introuvables ailleurs. C'est le cas du master audit interne délivré par l'IAE d'Aix-en-Provence, un précurseur en la matière. De même, l'IAE de Rennes a longtemps été le seul à former au métier de trésorier. En comptabilité aussi,



PHOTOS: REMY DELUZE POUR CAPITAL-C. BEAUREGARD - INFOGRAPHIE CAPITAL

NOTRE

Diplôme

FINANCE

Master contrôle de gestion, Paris-Dauphine

Master comptabilité, contrôle, audit, Paris-Dauphine

Master comptabilité, contrôle, audit, Paris-I Panthéon-Sorbonne

Master comptabilité, contrôle, audit, Dijon

Master audit interne des organisations, Aix-Marseille-III

Master finance, trésorerie, IGR-IAE Rennes

Master trésorerie d'entreprise, Paris-I Panthéon-Sorbonne

Master contrôle de gestion, Lyon-II

Master contrôle de gestion et nouv. syst. technol., Montpellier-I

Master comptabilité, contrôle, audit, Bordeaux-IV

RH

Master GRH et relations du travail, Paris-II Assas

Master management des ressources humaines, Lille-I

Master resp. en management et développement des RH, IGS Paris

JURIDIQUE

Diplôme de juriste conseil d'entreprise

Master droit et pratique des relations du travail, Paris-II Assas

mais aussi dans les ressources offrent des formations bien adaptées

SÉLECTION DES MEILLEURES FORMATIONS

Taux d'admission ⁽¹⁾	Nombre de diplômés ⁽²⁾	Salaires de départ ⁽³⁾	Taux d'emploi ⁽⁴⁾	Débouchés	L'avis de Capital
28%	24	34 000 euros	100%	80% des diplômés débutent comme contrôleurs de gestion dans de grands groupes. Le reste se dirige vers l'audit.	Avec ses enseignants de haut vol, dont les deux tiers sont des cadres financiers de grands groupes, ce master vaut une école de commerce.
14%	48	36 000 euros	100%	Six mois avant la fin de l'école, 90% des étudiants étaient casés chez les «Big 4» de l'audit et en entreprise.	C'est le plus coté des 41 masters de compta existants. Il faut faire au moins sa dernière année de licence de gestion à Dauphine pour y entrer.
6%	34	37 000 euros	100%	Début de carrière dans les cabinets d'audit avant de passer dans les directions financières des grands groupes.	Avec Dauphine, c'est l'autre filière de référence en matière comptable. Point fort : un important réseau d'anciens impliqués dans la profession.
10%	29	25 000 euros	100%	Les jeunes se casent principalement en Bourgogne-Franche-Comté, mais aussi en région parisienne ou lyonnaise.	Sans avoir l'aura de ses confrères parisiens, ce master est bien vu dans la profession, comme ceux de Rennes, Orléans ou encore Créteil.
50%	35	30 000 euros	100%	70% des diplômés intègrent les services d'audit interne au sein de banques et de grands groupes industriels.	C'est l'unique formation préparant au métier d'auditeur interne, chargé dans les grandes entreprises de contrôler les différents services.
19%	20	34 000 euros	98%	Ouvert aux bac + 4 en gestion, ce programme précurseur dans le domaine forme aux métiers de trésorier.	Créée il y a 17 ans avec l'Association française des trésoriers d'entreprise (AFTE), cette formation est bien connue et appréciée des recruteurs.
17%	18	33 500 euros	98%	Un tiers des élèves restent dans l'entreprise où ils ont travaillé comme apprentis durant leur année de master.	Plus récent que celui de Rennes, ce master parisien n'a pas encore acquis la même réputation, mais ses résultats sont déjà prometteurs.
13%	25	27 000 euros	90%	Outre le privé, les collectivités locales et les hôpitaux constituent un débouché grandissant pour les jeunes diplômés.	Depuis sa création en 1976, ce programme a diplômé près de 600 élèves. La moitié des cours est donnée par des cadres financiers.
17%	21	30 000 euros	90%	Les grands groupes régionaux (Royal Canin, Sanofi, IBM) recrutent régulièrement dans les rangs de ce master.	Très porté sur les progiciels de gestion type SAP, ce master a acquis une notoriété qui dépasse les frontières du Languedoc-Roussillon.
16%	33	31 000 euros	90%	Si 80% des étudiants passent ensuite le diplôme d'expert-comptable (DEC), la moitié seulement exerce en libéral.	Signe des temps, des cours sur la lutte contre la fraude comptable ont été introduits cette année dans ce bon cursus, qui existe depuis 1981.
6%	45	34 000 euros	95%	L'année se déroule en alternance à la fac et dans une entreprise, qui embauche les apprentis dans 70% des cas.	La référence en matière de ressources humaines, donc pas facile à intégrer. Une partie de l'entretien de motivation se déroule en anglais !
7,60%	31	29 000 euros	95%	Le premier poste varie selon la taille de la société : responsable RH en PME, chargé d'études RH dans un groupe.	Originalité : les étudiants suivent leurs cours en même temps que des cadres RH en formation continue. Pratique pour son carnet d'adresses.
30%	60	32 000 euros	85%	50% de la promo démarrent comme responsables RH, les autres à des postes spécialisés (formation, recrutement...).	Seule formation privée à rivaliser avec les masters universitaires. L'IGS propose aussi ce master à Lyon (30 places) et Toulouse (10 places).
20%	300	40 000 euros	100%	Les deux tiers des juristes titulaires de ce master passent le barreau, les autres démarrent directement en entreprise.	Cette formation très exigeante (1 000 heures de cours contre 250 pour les autres masters en droit des affaires) est proposée par onze facs.
7%	24	45 000 euros	100%	Chaque étudiant est parrainé par un professionnel juriste en entreprise ou avocat, ce qui facilite l'octroi d'un poste.	Dirigé par un ponte du droit social, le DPRT, comme disent les pros, est unanimement apprécié. Il en existe un autre à Montpellier-I.

les candidatures reçues pour l'entrée en master 2. (2) En 2010. (3) Salaire annuel brut moyen. (4) Estimation après 6 mois.

la fac n'a rien à envier aux grandes écoles. Ainsi, le master CCA (comptabilité, contrôle, audit) est la voie idéale, tant pour s'installer en libéral (à condition de passer par la suite le diplôme d'expert-comptable) que pour démarrer en entreprise à des postes de responsabilité.

Carton plein également des universités dans les ressources humaines. Pour recruter leurs futurs remplaçants, les DRH n'ont d'yeux que pour les masters, comme celui du Ciffop (Paris-II), une référence dans le milieu, à côté de ses voisins de Paris-I et IV. La province n'est pas en reste, avec des formations réputées à Lille-I, Marseille-III et Dijon. Seules deux écoles, l'IGS (Institut de gestion sociale), à Paris, Lyon et Toulouse, ainsi que l'Isfopég, à Poitiers, ont aussi été citées parfois par nos interlocuteurs.

1 000 heures de cours en un an pour obtenir le DJCE

Pas de surprise, enfin, dans le droit, depuis toujours apanage des facultés. Que l'on veuille devenir avocat d'affaires en passant par la suite le barreau ou simplement juriste d'entreprise, les filières de formation sont les mêmes. Deux se distinguent par leur excellence. Avec 1 000 heures de cours à ingurgiter en un an, le DJCE (bac + 5) forme des généralistes, à l'aise aussi bien en fiscalité qu'en droit des contrats ou de la propriété intellectuelle. Onze universités le proposent en France, dont Paris-II, Nancy et Montpellier. En matière sociale, c'est le DPRT (droit et pratique des relations de travail) qui fait référence. Seuls deux masters, à Paris-II et Montpellier, portent cette marque créée par un ponte du secteur, Bernard Teyssie. Si les profs de droit commencent à faire du marketing...

Bruno Declairieux